

# France, Europe : on peut faire autrement



**Danielle DE MARCH**

Employée. Député honoraire au Parlement européen. Conseillère régionale. Conseillère municipale de Toulon. (Var)



**Robert BRET**

Dessinateur.  
(Bouches-du-Rhône)

Vous vivez le bilan du gouvernement et de l'Europe de Maastricht au quotidien : toujours plus de chômage ; des conditions de vie plus difficiles ; la vie précaire et l'exclusion pour des millions de gens ; et tous ces jeunes pour qui l'avenir n'est vu qu'avec angoisse.

"Pour créer des emplois, dit M. Balladur, il faut baisser le coût du travail." Il fait donc pression sur les salaires, précarise l'emploi, multiplie les cadeaux et privilèges au patronat. Mais les faits sont là : le chômage s'aggrave.

Cela s'explique : plus les Français s'appauvrissent, moins il y a de consommation, donc de débouchés, et plus il y a de chômage. L'argent public donné aux patrons se perd dans la spéculation ou sert à financer les suppressions d'emplois. Il faut inverser cette logique désastreuse.

## Des propositions pour l'emploi et le progrès social

- Contrôler l'utilisation des fonds publics afin qu'ils servent vraiment à la formation et à l'emploi.

- Modifier la fiscalité de telle sorte qu'elle pénalise la spéculation et favorise l'investissement et la création d'emplois.

- Taxer les exportations de capitaux lorsqu'elles s'effectuent au détriment de l'emploi.

- Porter le S.M.I.C. à 7 500 F et relever les salaires, pensions et allocations familiales pour relancer la consommation, donc la production, donc l'emploi.

- Instaurer la semaine de travail à 35 heures sans réduction des salaires et consacrer 10% du temps de travail à la formation.

## Pour une nouvelle construction européenne

L'Europe actuelle, celle de Maastricht, consacre la libre circulation des capitaux. C'est-à-dire la possibilité pour le grand patronat de faire et de défaire les entreprises et l'emploi au gré de ses intérêts. Cela entraîne précarité, flexibilité, démantèlement des protections et acquis sociaux, baisse des dépenses salariales et publiques.

Une Europe de la coopération suppose que chaque peuple développe ses propres richesses et son identité.

Il faut défendre nos productions et proposer que la "préférence communautaire" soit appliquée à tous les produits agricoles, industriels et de services. Aucune décision européenne ne doit remettre en cause les acquis sociaux. Les peuples des DOM-TOM doivent pouvoir bénéficier de statuts spécifiques pour défendre leurs atouts.

Des mesures énergiques en matière de désarmement s'imposent :

- interdire totalement les essais nucléaires, y compris en laboratoire ;

- réduire de 10% les dépenses d'équipements militaires ;

- cesser les livraisons d'armes dans les zones de conflit ;

- geler tous les programmes de modernisation, et éliminer immédiatement toutes les armes nucléaires de courte et moyenne portée.

Il faut enfin établir des relations radicalement nouvelles avec le tiers-monde.

## Votez pour la liste présentée par le Parti communiste français

### Les candidats de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur



**Marina OLLES**

Animatrice de la lutte pour l'emploi aux chantiers navals de La Ciotat. (Bouches-du-Rhône)



**Jeanine PORTE**

Couturière. Conseillère générale. (Bouches-du-Rhône)



**Charles CARESSA**

Ouvrier. Conseiller municipal de Nice. (Alpes-Maritimes)



**Brigitte BERLAND**

Chercheur C.N.R.S. à Marseille. Militante de l'environnement. (Bouches-du-Rhône)



**Nicette AUBERT**

Professeur. Conseillère régionale. (Vaucluse)